

CP

ARCHIVES

*L*

INSTITUT DES HAUTES ETUDES  
DE DEFENSE NATIONALE

-----  
Direction des Etudes

-----  
n° 125/DE

PARIS, le 11 Février 1953

Section : POLITIQUE

POLITIQUE ET STRATEGIE  
-----

Conférence prononcée le 4 Novembre 1952  
par Mr. Raymond ARON.  
  
-----

Messieurs,

Le sujet que l'on m'a demandé de traiter devant vous est traditionnel et vénérable. Je suis convaincu que, s'il existe des discours de distribution de prix à la fin des écoles militaires, le sujet le plus souvent traité doit être "politique et stratégie". Aussi, suis-je un peu découragé à l'avance de toute velléité d'originalité : je sens autour de moi la présence silencieuse de généraux, amiraux, diplomates et politiques qui, avant moi, ont présenté des considérations sur les relations de la politique et de la stratégie.

Ce sujet, comme tous les sujets de politique ou de stratégie, est simple en théorie et difficile en pratique. Je crois que c'est Napoléon qui disait que l'art militaire était un art simple mais tout d'exécution.

Lorsqu'il s'agit des relations de la politique et de la stratégie, tout se ramène à deux formules, que je ne peux pas ne pas vous présenter au début de cet exposé que vous attendriez tous à l'avance et qui, naturellement, sont de Clausewitz.

La première est: "la Guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens". La deuxième : les opérations militaires doivent obéir à leur propre loi et ne pas être troublées par l'intervention de la politique.

La première formule, qui est essentielle, pose le primat de la politique. On ne fait pas la guerre pour remporter des victoires militaires, on fait la guerre pour atteindre certains objectifs, qui sont nécessairement d'ordre politique, même si l'objectif politique consiste en un accroissement de puissance militaire. Par conséquent, la politique doit diriger la stratégie et c'est une erreur intellectuelle fondamentale de croire qu'il y a une indépendance absolue des opérations militaires ou de la conduite des opérations militaires, abstraction faite de l'objectif politique de la guerre.

Deuxième proposition, tout aussi certaine : lorsque les opérations militaires sont en cours, il est dangereux que des hommes sans compétence militaire interviennent, de manière excessive, dans la conduite des opérations, veuillent imposer aux chefs des théâtres d'opérations des objectifs qui sont militairement inaccessibles. La dernière guerre nous offre deux exemples typiques presque caricaturaux, des erreurs que l'on peut commettre dans les deux sens que je viens d'indiquer.

...

La première erreur est celle de Roosevelt, qui visait un objectif purement militaire. La destruction des forces allemandes lui paraissait un but se suffisant à lui-même, et il rejetait après la victoire militaire, la résolution des problèmes politiques.

La seconde erreur, de sens contraire, est celle d'Hitler. Celui-ci était tellement convaincu du primat de la politique sur la stratégie qu'il a voulu diriger simultanément la politique, la stratégie et même à partir de l'hiver 41-42 la tactique de l'armée allemande et que, en même temps il intervenait sans cesse dans les opérations militaires pour faire prévaloir une considération d'ordre strictement politique. Il refusait l'évacuation de tel ou tel terrain, de telle ou telle ville, à cause des répercussions politiques que cette retraite pourrait entraîner.

Intervenir perpétuellement pour des motifs politiques dans la conduite des opérations militaires est une erreur condamnée à l'avance par Clausewitz. Ignorer le primat de la politique sur la stratégie est une autre erreur.

Notons-le en passant : il est d'une importance secondaire que le chef de la politique soit un civil ou un militaire. Roosevelt était un pur civil et c'est lui qui, peut-être conseillé par des généraux, mais pleinement responsable, a toujours subordonné politique à stratégie. Même un civil peut commettre l'erreur de l'obsession militaire.

Quant à Hitler, je pense que nous le considérons plutôt comme un civil que comme un militaire, puisqu'il n'avait pas dépassé le grade de caporal, dans son cas, on peut dire que c'est le civil qui a troublé la conduite des opérations militaires, en poussant trop loin une considération juste.

Voici donc les principes posés : Ces principes sont simples, tout le monde les comprend. S'il s'agit du troisième sujet, que l'on traite classiquement sous le nom de politique et stratégie, c'est-à-dire les rapports du pouvoir civil et du pouvoir militaire, je l'ai en quelque sorte, en une seule phrase, à peu près traité il est clair que le civil doit avoir la prédominance sur le militaire, si on entend par là que la politique doit commander à la stratégie, mais il peut se faire que le civil soit trop militaire, et il peut se faire aussi qu'un chef militaire ait une conception politique.

Par conséquent, le problème des relations concrètes entre pouvoirs civils et pouvoirs militaires est un problème d'organisation politique, un problème de technique politique. Tout ce que l'on peut dire en termes généraux, c'est que le civil, en tant que politique, doit commander au militaire, mais que le civil, ignorant des questions militaires, doit se faire conseiller par les militaires et que les objectifs politiques varient selon les moyens dont on dispose et les chances de succès.

Enfin, selon une troisième règle de bon sens, il faut que civils et militaires collaborent dans un esprit de confiance, ce qui est facile à dire et très difficile à réaliser. L'expérience de la guerre 14-18 prouve que, selon les personnalités aux prises tantôt, c'était le commandant militaire qui avait une influence excessive sur la conduite politique de la guerre, tantôt c'était la personnalité civile qui l'emportait exagérément.

J'en ai fini avec ce qu'il aurait été indécent de ne pas dire mais que vous saviez aussi bien que moi et qui ne nous mène pas loin. Car, quand on a posé ces généralités, on arrive aux questions à la fois intéressantes et inépuisables, qui sont ; dans des cas concrets, que faut-il faire ? Il est très facile de dire : ne gênez pas la conduite des opérations militaires par des considérations politiques, mais pendant la dernière guerre fallait-il faire l'invasion de l'Europe par l'Ouest ou par les Balkans, l'invasion par l'Ouest promettant une victoire militaire plus rapide et l'invasion par les Balkans promettant une situation politiquement plus favorable, à la fin des hostilités ?

Jusqu'à quel point faut-il faire des concessions à la politique dans la conduite des opérations Militaires ?

Il semble là que nous ne puissions presque rien dire à l'avance, car nous entrons dans l'ordre des questions concrètes et il y a autant de conjonctures particulières qu'il y a de guerre et de moments dans la guerre. Comment peut-on exposer des généralités là où il faut des analyses précises.

Pour essayer de trouver une voie intermédiaire entre les généralités connues et peu intéressantes et les analyses de détail, qui pourraient être multipliées indéfiniment,

...



je vais essayer de prendre un certain nombre de problèmes demi-abstraits, que j'ai choisis de préférence dans le passé, mais nous rapprochant le plus de ce qui nous intéresse le plus, la situation présente et concrète de la France. J'ai songé à trois sortes de situation et de problèmes, sur lesquels je voudrais vous présenter quelques considérations.

Le problème n° I est celui des relations de la politique et de stratégie, dans la phase qui précède le début des opérations militaires proprement dites. C'est en cette phrase, où le but est d'éviter la guerre, que je voudrais me demander quelles sont les relations de la politique et de la stratégie.

Le second type de problème que je voudrais envisager, c'est, une fois la guerre déclenchée, quels sont les objectifs que l'on doit se proposer et quels sont les types d'objectif que l'on peut se proposer. La question de l'objectif me paraît la question politique fondamentale et la plus souvent méconnue.

Le troisième problème, vous verrez tout de suite pour quoi je l'ai choisi, est le problème des relations entre alliés. Quand nous songeons à la situation actuelle, nous songeons, toujours et peut-être exagérément, en même temps à notre rapport à l'ennemi potentiel et à notre rapport permanent avec les alliés actuels. La stratégie ne se définit pas seulement par rapport à l'ennemi, elle se définit par rapport à l'allié. C'est sur ces trois sortes de problèmes que je voudrais faire quelques considérations sur le rapport de la politique et de la stratégie. Nous arriverons ensuite à ce qui sera le terme de mon exposé, c'est-à-dire à un essai d'analyse rapide des relations de la politique et de la stratégie, surtout pour la France, et dans la situation concrète de la France en 1952.

Abordons le premier sujet. La guerre n'est pas encore déclenchée, ou disons mieux, nous sommes en paix : quelles sont les relations de la politique et de la stratégie !

La première idée, très simple, que je voudrais vous indiquer et qui n'a d'ailleurs aucune prétention à l'originalité, c'est qu'il faut distinguer fondamentalement entre politique offensive et défensive et stratégie offensive et défensive. Je dirais même, il est presque fatal que la nation (ou le groupe de nations) qui mène une politique défensive ait l'air d'être militairement agressive.

...

Prenons le cas de 1914 et de la Serbie. Quelle était la thèse des empires centraux ? Localisation du conflit. Or, en apparence, la localisation du conflit était une manière d'éviter la guerre générale et la propagande allemande et la propagande autrichienne n'ont cessé de dire : la meilleure preuve de nos intentions pacifiques est que nous n'avons cessé de réclamer la localisation du conflit. Quelle est la réponse de la nation ou groupe de nations qui est sur la défensive politique ?

Ce groupe de nations étant sur la défensive politique, c'est-à-dire ne voulant pas progresser, ne voulant pas changer le statu quo, est obligé de laisser à la nation ou au groupe de nations politiquement offensives, le choix du terrain sur lequel éclate une crise. Il en résulte que le groupe de nations offensives choisira toujours un théâtre d'opérations sur lequel sa supériorité de forces militaires locales serait évidente. Il en résulte que les nations défensives seront toujours amenées à riposter à une tentative de progression politique par la menace d'opérations militaires offensives ou par la menace de généralisation du conflit. Le résultat de cette situation est que le groupe politiquement défensif a toujours l'air d'être agressif.

Cette situation est typique lorsqu'il y a un conflit entre une puissance continentale et une puissance maritime et peu importe que la puissance continentale soit élargie aux limites d'un empire immense et que le groupe de nations dites maritimes englobe un certain nombre de puissances continentales. Pourquoi ?

Quand vous avez un empire continentale qui veut s'étendre, il a toujours le choix du secteur de la périphérie de son empire sur lequel il veut faire porter son effort maximum. Il est donc presque évident qu'il sera plus fort localement que la nation normalement petite qui se trouvera sur le secteur menacé.

...

L'Iran sera toujours surclassé par les forces militaires soviétiques, la Yougoslavie sera toujours surclassée par la possibilité d'action militaire de l'Union Soviétique et évidemment la Corée sera surclassée par les possibilités de l'Empire Chinois.

Il en résulte que tout groupe de nation sur la défensive passera son temps à menacer de faire la guerre. C'est le cas actuellement, où en dehors même de toute propagande, l'Union Soviétique peut lire avec raison qu'elle-même ne parle jamais d'opérations militaires et que ce sont les Occidentaux qui parlent perpétuellement de leurs forces, bien qu'ils en aient assez peu, ceci résulte automatiquement de la relation entre offensive et défensive politique et offensive et défensive militaire.

Ensuite la question se complique un peu, car il s'agit de savoir pour le groupe de nations défensives, quel est le mode de résistance à adopter.

Prenons le cas que nous avons tous connu : l'entrée des Allemands en Rhénanie, en 1936. Les Allemands avaient l'air simplement de réoccuper leur territoire.

Les Français, pour les en empêcher étaient obligés de prendre l'initiative d'opérations militaires, en dehors de leur territoire, et de faire pénétrer leurs troupes en territoire allemand, avec pour résultat que la puissance politiquement défensive se trouvait dans l'obligation d'opérations militaires offensives. On a dit souvent que la France n'avait pas riposté militairement parce qu'elle n'avait pas l'armée offensive nécessaire à sa stratégie et à sa politique défensive. C'est à la fois vrai et faux. C'est vrai en ce sens qu'il aurait été plus facile de riposter militairement si on avait eu quelques divisions blindées, mais je ne suis pas du tout convaincu que si le gouvernement de M. Sarraute avait eu quelques blindés à sa disposition, il aurait riposté militairement. En 1936, l'armée française défensive suffisait encore à une réplique militaire car l'armée allemande n'existait pas à l'époque et, nous le savons aujourd'hui, les ordres étaient donnés à l'avance à la Wehrmacht de se retirer s'il y avait une réplique militaire. Donc il est exact que nous n'avions pas compris que, pour mener à bien notre politique défensive, il fallait avoir une armée susceptible d'opérations offensives. Il est exact que nous avons commis une erreur intellectuelle, mais plus que l'erreur intellectuelle a joué au moment défensif,

...



la différence entre celui qui tient un bluff et celui qui ne le tient pas. La question décisive a été, en 1936 : un des deux partenaires bluffe quel est celui qui tiendra et celui qui ne tiendra pas. Le fait est que nous n'avons pas tenu. Or, à partir du moment où l'Allemagne réoccupait la Rhénanie, une différence fondamentale intervenait dans la relation des deux parties qui était la suivante : jusqu'en 1936, la France pouvait imposer à l'Allemagne de ne pas faire de progrès politiques en la menaçant d'opérations militaires locales. Tant que nous pouvions entrer en Rhénanie, l'expansion allemande était menacée de la perte d'un territoire décisif pour la puissance allemande. A partir du moment où la Rhénanie était fermée, nous pouvions toujours menacer de généraliser le conflit, mais nous menacions alors d'une guerre interminable, qui ne pouvait être gagnée, dans le meilleur cas, qu'au bout d'années d'épuisement. Autrement dit, nous perdions avec la Rhénanie la possibilité d'arrêter l'Allemagne par des opérations immédiatement efficaces. A partir de ce moment notre menace de guerre générale perdait singulièrement de sa portée. Pourquoi ? Parce que Hitler ou l'Allemagne, puissance expansive, avait la certitude de victoires militaires locales impressionnantes, dans la première phase du conflit. Par conséquent, quand nous menacions de faire la guerre, nous menacions de recommencer la guerre de 14-18, c'est-à-dire une longue bataille d'épuisement, qui, les Allemands le savaient aussi bien que nous, était, de toute manière, pour la France une catastrophe et que nous voulions tout faire pour éviter. La menace de conflit généralisé cessait d'être efficace à partir du moment où nous n'avions plus de possibilité d'action militaire directe. Qu'en est-il aujourd'hui ? Toute la politique défensive des puissances occidentales est fondée sur la menace de guerre générale. Nous défendons Berlin par la menace de guerre générale, puisqu'il est bien clair que nous ne pouvons pas défendre Berlin autrement.

Quels sont les cas où nous menaçons de guerre générale, quels sont les cas où nous menaçons de guerre locale ? C'est là que la question devient intéressante, parce que personne ne le sait exactement. On sait très précisément à Moscou qu'on ne peut pas prendre Berlin-Ouest sans avoir 80 chances sur 100 de guerre générale. C'est pourquoi, au rebours des apparences, Berlin n'est pas un des lieux les plus dangereux du monde, car partout où la réplique du groupe de puissances

...



défensives est connue, où l'on peut prévoir ce qui se passera, il n'y aurait d'incidents décisifs que s'il y avait une volonté de guerre générale d'un côté ou de l'autre. Or, le jour où il y aurait une volonté de guerre générale d'un côté ou de l'autre, la guerre générale éclaterait parce que rien n'est plus facile, dans la situation actuelle du monde, de faire éclater la guerre si on la veut.

Par conséquent, dans tous les lieux où la puissance défensive a précisé ce qu'elle ferait, il n'y a pas de danger de malentendu et en ce sens, le risque est réduit. En revanche, il y a des situations qui restent obscures : le cas de la Yougoslavie a été laissé, depuis quelques années, volontairement obscur, mais en laissant peser suffisamment de risques de généralisation du conflit pour qu'il ne soit rien passé. Un des cas plus dangereux est le cas de l'Iran. Que se passerait-il si il y avait prise du pouvoir par un parti tudeh à Téhéran car, dans ce cas là, il n'y aurait aucune intervention de l'armée soviétique, il n'y aurait donc aucune expansion militaire directe de l'Union soviétique et cependant la soviétisation de l'Iran représenterait un changement de la situation stratégique mondiale. Le groupe de puissances défensives serait, une fois de plus, amené à des opérations militaires apparemment offensives, dans le but de se défendre. Ce qui se passerait, je n'en sais rien, je veux dire seulement que c'est un exemple de plus où on voit jouer cette équivoque entre défensive et offensive politique et militaire. Je passe maintenant au second thème, un peu plus compliqué et aussi plus intéressant, qui est le problème politique fondamental, une fois la guerre déchaînée : celui des objectifs et celui des moyens.

L'opinion courante, à ce sujet, est celle-ci ; la guerre est désormais nécessairement une guerre totale, c'est-à-dire qu'elle emploie tous les moyens disponibles, psychologiques et politiques aussi bien que militaires, qu'elle utilise la totalité du potentiel industriel et humain des nations, et qu'il en résulte que l'objectif évident est la victoire militaire et que la victoire militaire ne peut être conçue que comme une victoire totale.

C'est, en effet, ainsi que, depuis la guerre de 1914, on considère que le problème se pose. Il est cependant intéressant de se reporter à la guerre 1914-18 et de savoir que les théoriciens, surtout en Allemagne, n'ont jamais considéré

comme évident que la guerre de 14-18 impliquait une victoire totale. On pouvait parfaitement concevoir l'issue de la guerre de 14-18 autrement que comme une victoire totale et, au fond, le grand problème qui est posé à l'humanité aujourd'hui à mon sens, c'est le problème de la limitation des guerres. Il serait, je crois, faux de se donner par avance comme une fatalité la guerre totale. Remarquez que je ne suis pas tellement optimiste : si la guerre générale devait éclater il est à craindre qu'elle devienne totale, comme les précédentes mais peut-être que ce que nous sommes en train de vivre, c'est-à-dire ce que l'on appelle la guerre froide, peut-être la guerre froide est-elle une tentative pour régler les problèmes de rivalités entre puissances sans guerre totale. Au début de la guerre de 1914, des deux côtés, les états-majors et les hommes politiques avaient une conception simple et fausse. Militaires et civils, imprégnés de la stratégie dite napoléonienne, croyaient à une victoire militaire d'anéantissement. Ils pensaient pouvoir remporter une victoire militaire décisive, dans un temps limité et ni les militaires, ni les civils des deux camps n'avaient conçu ce que nous avons connu ensuite sous le nom de "mobilisation économique".

Par chance, aucune des deux parties n'avaient prévu ni organisé la mobilisation économique, par chance, les stocks de munitions des deux côtes, étaient également insuffisants, de telle sorte qu'ils ont été épuisés à peu près simultanément et qu'aucun des deux camps n'a eu à faire son mea culpa et à reconnaître que sa conception de la guerre était fausse. En fait, la stratégie d'anéantissement n'a pas pu être menée à son terme. Ni un camp ni l'autre n'a pu remporter de victoire décisive, mais tous les deux ont continué à vouloir une victoire intégrale, c'est-à-dire pouvoir dicter à l'ennemi les conditions de la paix sans réserve et sans limite. Aussi bien les Alliés que les Allemands n'ont conçu qu'une seule victoire, qui était une victoire totale même si les villes n'étaient pas en ruines car la notion de victoire totale n'est pas liée à l'ampleur des destructions. La victoire totale est liée conceptuellement à l'idée : le vainqueur peut imposer n'importe quelle condition au vaincu. Or, le fait est qu'aussi bien les Alliés que les Allemands ont voulu une telle victoire. Il y a eu pourtant du côté allemand un théoricien, et le plus grand, qui a considéré qu'au moins de la part des Allemands, c'était une erreur fondamentale.

...

Ce théoricien est Delbrück, le fameux historien des guerres, qui, à partir de 1915, a commencé à se douter, et à partir de 1916, a été convaincu, que l'erreur fondamentale des dirigeants de la guerre, qui en Allemagne, étaient beaucoup plus les militaires que les civils, était de vouloir gagner une guerre qu'ils ne pouvaient plus gagner. Et Delbrück n'a cessé de penser et d'écrire, depuis 1916, que le but de l'Allemagne devait être de ne pas perdre la guerre. Autrement dit, pour employer le langage de Delbrück, il a considéré que les Allemands auraient du substituer à la stratégie d'anéantissement, visant à une décision absolue, une stratégie d'usure qui aurait détruit peu à peu la volonté de vaincre les Alliés. Selon la conception adoptée, les opérations militaires à décider était tout autres. Prenons le cas le plus frappant, celui qui, aux yeux de Delbrück est caricatural à force de bêtise : les offensives de Ludendorff, en 1918, que nous sommes habitués, en France, à considérer comme le dernier effort de victoire de l'Allemagne, un effort gigantesque, ayant mis les Alliés à deux doigts de leur perte. Jusqu'à un certain point, cette interprétation n'est pas fautive, mais, vues du côté allemand comment apparaissent les offensives de 18 ?

Ils manquent de volonté folle aux yeux de Delbrück, de remporter une victoire décisive, à un moment où l'Allemagne avait perdu ou, tout au moins, était sur le point de perdre la supériorité des forces. Delbrück aurait voulu que l'état-major allemand, au lieu de chercher des succès sur le front où ils étaient le plus difficile à obtenir, c'est-à-dire sur le front ouest, le front le plus fort, remporter le maximum de succès sur les fronts faibles, front italien ou front oriental et sur le front occidental restât sur la défensive, de manière à démontrer aux Alliés, qu'eux non plus ne pouvaient pas gagner. On arrivait ainsi à une paix négociée.

Je ne prétends pas que si les Allemands avaient suivi la stratégie de Delbrück, ils auraient évité la défaite, mais ce qui ne me paraît pas douteux rétrospectivement c'est que la volonté de gagner décisivement, poursuivie jusqu'à l'été de 1918, à un moment où la supériorité des forces alliées augmentait de mois en mois aboutissait à une immense partie de poker, car ou une victoire décisive les dernières offensives occidentales remportaient, ce qui, sur le terrain était extrêmement improbable car la supériorité des forces allemandes était faible, ou ces dernières offensives échouaient, et c'était la défaite totale.

On peut dire que, Ludendorff vu par Delbrück, a joué comme un joueur de poker : il a tout misé sur un succès décisif sans lequel c'était la défaite totale. Et ce fut effectivement la défaite

...



totale. Maintenant la question se pose, (je m'excuse de commencer à être maintenant étherodoxe,) : était-il de l'intérêt des Alliés de vouloir la victoire totale ? Naturellement la question ainsi posée paraît un peu scandaleuse, si l'on songe aux sacrifices qui ont été consentis pour remporter la victoire totale. D'autre part, toute reconstruction d'histoire qui aboutit à se demander : N'aurait-il pas mieux valu avoir une paix négociée "est compromise à l'avance par le fait que l'on sait mal mais on sait tout de même approximativement ce qui s'est passé mais qu'on ne saura jamais ce qui se serait passé si l'on avait agi autrement.

Je voudrais seulement dire qu'il n'était pas évident, a priori, que le but des Alliés fût de remporter une victoire totale. La conviction qui a animé les dirigeants politiques et militaires, qu'il n'y avait pas d'autres conclusions possibles à la guerre qu'une victoire totale, où l'on imposerait à l'ennemi n'importe quelles conditions paraît au fond de la même erreur qui a dicté la conduite de Roosevelt dans la 2ème guerre : remportons d'abord la victoire militaire et ensuite on s'occupera du reste.

En somme on ne raisonne pas de la manière suivante : je veux une victoire totale parce que j'ai certains objectifs à atteindre, qui ne peuvent être atteints que par une victoire totale, mais bien : je veux une victoire totale, parce que c'est la seule où l'on peut dicter souverainement le prix à l'ennemi. Quant aux conditions, je les examinerai sérieusement une fois la victoire remportée. Nous arrivons là au paradoxe de l'histoire de l'Europe dans la guerre 14-18 et même dans la guerre 39-45 : A partir d'un certain moment la guerre s'est en quelque sorte nourrie d'elle-même, suscitant des passions échevelées au point que des deux côtés, on ne pensait plus qu'à la victoire et que l'on ne savait plus très clairement quels étaient politiquement les objectifs que l'on voulait atteindre. Il n'est pas du tout certain que les objectifs que les Alliés voulaient atteindre vis-à-vis de l'Allemagne, exigeassent une victoire totale.

Prenons le cas des colonies allemandes qui ont été arrachées à l'Allemagne après la guerre 14-18 : était-il de l'intérêt de la France de priver l'Allemagne de ces colonies ?

L'intérêt suprême de la France, après la guerre 14-18, était évidemment de ne pas avoir à refaire une deuxième guerre contre l'Allemagne. Il y fallait à la fois deux conditions : que l'Allemagne ne fût pas trop insatisfaite et

.../...

qu'elle ne fût pas trop libre de ses mouvements, de toute manière, l'Allemagne aurait été insatisfaite. Je n'ai pas la naïveté de croire qu'on aurait pu négocier avec elle, un traité qui lui aurait donné satisfaction, mais il y a des degrés dans l'insatisfaction et, rétrospectivement, la raison aurait été de réduire le plus possible les griefs allemands et de réduire aussi le plus possible l'incapacité matérielle allemande de faire la guerre. Malheureusement on a donné à l'Allemagne le maximum de griefs et on ne lui a imposé que le minimum de restrictions à courts échéance. Les restrictions que des démocraties imposent à d'autres pays sont presque fatalement des restrictions de courte durée, parce que l'occupation d'un territoire étranger finit par devenir insupportable et aux occupants et aux occupés, et d'autre part la règle de démobilisation ou de démilitarisation ou de désarmement est au fond impossible à maintenir.

Où veux-je en arriver ? A une idée qui me paraît extrêmement importante et qui est d'ordre historique général.

La guerre totale ruine presque nécessairement un système d'Etats indépendants. L'Europe avait vécu pendant des siècles dans un système d'Etats rivaux, souverains, indépendants, qui se faisaient de temps en temps la guerre, mais sans dépasser une certaine limite, c'est-à-dire qu'ils n'employaient pas tous les moyens, qu'ils ne mobilisaient pas toutes leurs forces et qu'ils ne se proposaient pas des objectifs illimités.

A partir du moment où les objectifs que l'on se propose deviennent illimités, à partir du moment où les guerres deviennent hyperboliques, le système d'Etats indépendants est ruiné.

Prenons un exemple historique qui ne suscitera plus de passion. Les cités grecques ont été ruinées définitivement par guerre du Péloponèse. Pourquoi ? Parce que la réaction humaine était : si les rivalités de puissance entre des cités, comme Sparte et Athènes, risquent de provoquer une guerre de trente ans où tous les territoires de la plupart des villes grecques seraient ravagés, mieux vaut l'esclavage sous un conquérant que le maintien d'une indépendance dont le prix est des guerres totales, renouvelées souvent et poursuivies longtemps. J'ai tendance à croire qu'en poussant la guerre de 14-18 jusqu'au bout, les Etats européens ont commis une folie équivalente à celle de la guerre du Péloponèse, c'est-à-dire recourir à un type de guerre qui n'était pas compatible avec la nature du système politique. Le fameux historien anglais Toynbel a commencé à concevoir son livre, qui

.../...

s'appelle en français "Histoire", au début de la guerre de 1914, car il a eu à cette date l'impression irrésistible que nous recommencions l'histoire de la guerre du Péloponèse. La guerre du Péloponèse reste encore la meilleure histoire de guerre qui existe au monde car elle offre, en un raccourci saisissant et dans un territoire limité, tous les problèmes que nous essayons de déchiffrer à l'ampleur de la planète, de telle sorte que tout est plus humain, plus intelligible plus parfait dans la guerre du Péloponèse. Un élément de cette perfection est le recul du temps qui fait oublier les horreurs. Enfin, la guerre du Péloponèse était pour Toynbee l'image de la crise dans laquelle l'Europe était sur le point d'entrer et il a eu raison. Ne me croyez pas plus naïf que je suis quand je dis qu'il aurait fallu se demander si les objectifs que l'on voulait atteindre exigeaient la guerre totale. C'est une considération strictement rationnelle et légèrement en marge des événements. Pourquoi ? Parce que malheureusement, à partir d'une certaine durée de guerre et d'une certaine intensité de guerre, les questions raisonnables deviennent difficiles à poser et les réponses raisonnables, encore plus difficiles à donner, parce que les hommes d'Etat ne sont pas parfaitement raisonnables, et que s'ils l'étaient, les passions populaires, ne leur permettraient pas toujours de l'être.

A partir d'un certain nombre de mois de la guerre 14-18, il y avait quelque chose de plus fort que les velléités des hommes d'Etat, c'était la cruauté de la guerre et les passions populaires. Pouvait-on, au bout de deux ans de guerre, dire au peuple : nous venons de faire cette guerre horrible et nous ne savons pas exactement, ni d'un côté ni de l'autre, quels sont les objectifs à atteindre. Aussi nous décidons maintenant d'arrêter les frais et de revenir à une situation plus ou moins comparable à celle d'où nous étions partis.

Une telle solution, même conforme à la raison répugnait tellement à l'esprit et aux sentiments des peuples que sans doute elle était strictement exclue.

Ce qui revient à dire que la nature technique de la guerre de 14 a provoqué son amplification, et que cette amplification a entraîné presque irrésistiblement l'idée de la victoire totale. A partir de ce moment, la politique raisonnable qui aurait cherché à adapter la nature de la guerre à la nature du système politique européen était devenu impossible.

.../...



Je passe maintenant au troisième thème que je vous ai annoncé, à savoir : politique et stratégie dans les relations avec les Alliés. Nous nous rapprochons des sujets brûlants.

Nous avons eu aussi au cours de ce demi-siècle l'occasion de connaître deux modalités de la défaite politique suivant la victoire militaire. En fait une victoire militaire peut être compromise, soit par la revanche du vaincu, soit par la victoire excessive de l'allié. Les Occidentaux ont connu la première forme de défaite politique, après la première guerre mondiale. En 1938, dans le cas où il n'y aurait pas eu une deuxième guerre mondiale, l'Allemagne avait gagné la première guerre mondiale, car l'Allemagne d'Hitler, en 1938, était plus puissante que celle que nous avions refusé d'accepter en 1914 et pour empêcher la réalisation de laquelle nous avions fait la guerre de 14-18. Si Hitler avait été un grand homme d'Etat, après Munich, il n'aurait pas fait la guerre car c'était pour lui la seule manière de ruiner l'Allemagne. L'Allemagne, en 1938, avait gagné la guerre de 14-18, elle n'avait pas gagné la guerre 39-45. J'entends par là qu'elle n'avait pas réalisé l'Empire européen qu'elle voulait en 39-45, mais qu'elle avait réalisé la Mitteleuropa, dont elle rêvait en 14-18. On peut dire qu'en 1938, elle avait gagné la guerre de 1914. Cette fois-ci, il est clair que les Occidentaux ont perdu politiquement la guerre de 39-45, puisque la situation dans laquelle ils se trouvent, aussi bien en Europe qu'en Asie, est sensiblement pire que celle qu'ils auraient pu facilement obtenir sans faire la guerre et sans remporter de victoires.

Plaçons-nous au point de vue des Etats-Unis. Les Etats-Unis, en 1939, en 1940 ou 41, pouvaient négocier avec le Japon n'importe quel accord, qui leur aurait donné une situation au moins d'égalité économique avec le Japon en Chine. Ils n'auraient été jamais chassés du continent asiatique et ils risquent de l'être après leur victoire totale sur le Japon. En Europe les Occidentaux pouvaient difficilement trouver à la crise engagée par l'Allemagne hitlérienne une issue pire que celle qui reconstitue l'Empire souhaité par Hitler au profit de l'Union Soviétique et en plus vaste encore. En principe, nous avons fait la guerre pour empêcher Hitler d'unifier l'Europe centrale et orientale au profit de la puissance allemande. Mais cette unification partielle, laissait une Allemagne vulnérable et menacée par la conjonction toujours possible de l'Union soviétique et des Occidentaux.

Aujourd'hui l'ensemble de l'Europe, depuis le rideau de fer jusqu'à l'Oural, est unifié sous la direction de Moscou, l'Allemagne divisée en deux, les armées russes à moins de 200 Kms du Rhin, la situation politique est pire que n'importe quelle situation que les Américains auraient pu

.../...

obtenir par des négociations, à un moment quelconque de la crise.

Il n'est pas douteux que la défaite politique a suivi la victoire militaire. Vous savez que des discussions politico-stratégiques se sont déroulées depuis la guerre pour savoir comment on aurait pu éviter cette conclusion. Une des discussions a porté sur l'invasion par les Balkans opposée à l'invasion par l'ouest. Je dois dire que dans la mesure où on regarde les témoignages, il ne semble pas que M. Churchill ait été aussi convaincu que ses avocats actuels voudraient nous le faire croire, de la nécessité d'envahir l'Europe par les Balkans pour arriver avant les Russes. Il souhaitait des opérations par les Balkans, il avait peut-être une certaine arrière-pensée politique, une certaine inquiétude à l'égard des Russes, mais il est tout à fait exagéré de porter tout le blâme sur la politique américaine. Il ne faut pas oublier qu'à Yalta, c'est M. Churchill personnellement qui un matin où M. Roosevelt était souffrant, a négocié avec Staline l'accord sur la Pologne. Or, l'accord sur la Pologne, la ligne Curson à l'Est, la ligne Oder-Neisse à l'Ouest, le transfert de 6 millions de Polonais et de 9 millions d'Allemands entraînait à peu près inévitablement l'ensemble de la situation que nous constatons dans l'Europe de l'Est. A partir du moment où on négociait cet accord polonais, il est difficile de dire que l'on avait prévu la suite des événements. La vérité me paraît plus simple : ni Roosevelt, ni Churchill, ni l'opinion occidentale, ni les professeurs occidentaux, ni les journalistes occidentaux, ni les fonctionnaires occidentaux, n'étaient convaincus d'un fait élémentaire, qui était que l'Union soviétique soviétiserait les territoires libérés par ses armées.

La question principale était : lorsque l'armée soviétique entre dans un territoire, est-ce provisoire ou durable ? Si c'était provisoire, nous étions dans le cadre de la diplomatie russe traditionnelle. Un problème existait, mais un problème soluble, car les armées russes étaient déjà arrivées à Paris, après la chute de Napoléon et elles en étaient parties. Si les armées de l'Union soviétique étaient non seulement russes, mais communistes, le problème était fondamentalement autre, car nous savons qu'un régime totalitaire s'installe définitivement. Or, reconnaissons-le, et c'est n'est pas seulement la faute des hommes d'Etat, c'est la faute de tous les Occidentaux, cette vérité qui aujourd'hui nous paraît une vérité d'évidence, ne l'était pour personne à l'époque.

.../...

J'étais dans les derniers mois de la guerre en Grande Bretagne. Les Britanniques avaient naturellement quelques inquiétudes sur ce qui se passerait après la guerre. Ils n'étaient pas rassurés de voir l'armée russe s'avancer aussi avant vers l'Ouest de l'Europe, mais ils n'étaient pas convaincus que là où les Russes seraient ils resteraient. Au contraire, la théorie la plus répandue en Grande Bretagne était les Russes seraient épuisés par les efforts accomplis pendant la guerre, qu'ils se rendraient insupportables aux pays qu'ils occuperaient et qu'au bout de quelques années, ils seraient obligés de s'en aller.

Donc les erreurs commises s'expliquent partiellement par le fait que Roosevelt ne voyait que la victoire militaire et rien au delà. On peut dire aussi qu'on n'a pas assez fait de politique quand on a choisi l'invasion par l'Ouest. Mais fondamentalement l'erreur était à la fois plus simple et plus grave, c'était une erreur sur l'Allié.

Je voudrais arriver à quelques considérations qui nous rapprocheront de la situation actuelle. Il y a deux sortes d'alliés et la grande difficulté c'est de savoir à quelle catégorie appartiennent les alliés.

Il y a les alliés provisoires et les alliés durables. Il y a ceux avec lesquels on fait la guerre contre un ennemi, dans un moment donné, mais contre lequel on peut éventuellement le lendemain faire la guerre avec l'ennemi d'hier. Il y a les alliés qui sont des alliés quasi-permanents, parce qu'ils appartiennent à un même système politique, moral, spirituel. Pour prendre deux exemples clairs : la Russie était manifestement du type de l'allié provisoire et l'Angleterre était pour les Etats-Unis manifestement du type de l'allié définitif. Pourquoi ? La Russie était le type de l'allié provisoire, même si elle n'était pas communiste pour une simple raison de mécanique politique, qui est aisément comprise quand on regarde la carte. La disparition de l'Allemagne et de la France comme grandes puissances créerait immédiatement un vide en Europe. Il est d'expérience politique millénaire que les grandes puissances ne s'arrêtent pas lorsqu'elles ne rencontrent pas d'obstacles. Il était par conséquent absolument prévisible quelle <sup>que</sup> fût la nature du régime intérieur russe, que la Russie, grande puissance continentale, arrivant devant le vide européen, créerait une menace pour les

.../...



intérêts occidentaux. Par conséquent le bon sens pouvait prévoir que la Russie créerait un problème après cette guerre. Je crois que Machaviel a dit quelque part : quand on n'est pas sûr de son allié il vaut mieux ne pas être impitoyable pour son ennemi, je cite de mémoire : Quand on n'est pas sûr que l'allié restera l'allié, il est dangereux de vouloir détruire radicalement l'ennemi, d'où le danger de la formule de la capitulation sans conditions.

Le deuxième type d'allié c'est l'Angleterre allié, stable des Etats-Unis pour des raisons complémentaires ou opposées à celles que je viens d'indiquer dans le cas de la Russie. Pourquoi ! Parce que la Grande-Bretagne est une île une puissance maritime, qui ne peut vivre que si elle domine les mers, ou si elle est alliée à la puissance qui domine les mers. Si la Grande-Bretagne n'était pas alliée aux Etats-Unis, elle ne serait rien qu'un petit appendice territorial de l'Europe continentale.

Si elle n'est pas ouverte sur le monde entier grâce aux mers, elle devient un pays en-dessous de la France, elle devient la Hollande.

D'où est inscrit dans la géographie le désir de la Grande Bretagne de rester alliée des Etats-Unis.

.../...

Ajoutez-y des traditions communes, la langue commune et toutes les raisons politiques que vous voudrez, et vous avez un allié aussi sûr que possible des Etats-Unis. Je dis aussi sûr que possible parce qu'à notre époque la limite de cette affirmation est le changement de régime intérieur. Si la Grande-Bretagne était envahie et conquise par les armées russes, il s'établirait un régime communiste anglais qui, au bout de peu de semaines, parlerait comme la radio de Moscou ou de Prague ou de Budapest. Cette éventualité mise à part, la Grande-Bretagne est une alliée tout à fait sûre. Malheureusement, il est rare que les cas soient aussi nets, et la grande difficulté est de distinguer l'allié permanent de l'allié provisoire.

Prenons le cas en Asie du Japon et de la Chine.

Les Etats-Unis étaient convaincus que la Chine était une alliée durable et ils avaient tendance à croire que le Japon était un ennemi durable. Or, l'expérience a déjà prouvé et la réflexion pouvait montrer que l'inverse pouvait être tout aussi vrai. Il y a même des arguments un peu meilleurs pour la seconde hypothèse. Pourquoi ? Le cas du Japon me paraît très analogue géographiquement à celui de l'Angleterre et j'ai tendance à croire qu'au bout du compte, la logique de la politique japonaise aurait été d'être l'alliée des Etats-Unis, comme la Grande-Bretagne et pour les mêmes raisons. Le Japon devait être surtout une puissance maritime. Il n'avait donc pas intérêt à se mettre en guerre contre les Etats-Unis, dont la supériorité industrielle était telle que cette guerre était perdue à l'avance. Le Japon faisait 5 ou 6 millions de tonnes d'acier, les Etats-Unis en faisaient 10 fois autant et les possibilités industrielles américaines étaient tellement disproportionnées à celles du Japon que, comme vous le savez probablement, les dirigeants du Japon n'ont jamais pensé qu'ils pouvaient en gagner la guerre. Ils ont seulement pensé, dans le meilleur style Delbrück, qu'ils pouvaient ne pas la perdre et au moment où ils ont déclenché la guerre, la théorie officielle de l'état-major japonais n'était pas que le Japon battrait décisivement les Etats-Unis. (Comment pouvait-il battre les Etats-Unis) Ils pensaient qu'ils pourraient dans la première phase remporter suffisamment de victoires pour que les Etats Unis se lassent d'une reconquête difficile et consentent à signer une paix de compromis.

Cette conception était, dès le point de départ une extraordinaire partie de poker : elle était aussi peu raisonnable que possible puisqu'elle faisait abstraction de la psychologie nationale des Etats-Unis et elle partait d'une idée que je crois fautive, à savoir que le Japon avait besoin, pour arriver à ses fins, d'une victoire sur les Etats-Unis.

...

Au Japon une grande partie de la classe dirigeante était hostile à cette politique dès le point de départ. Quoi qu'il en soit, on pourrait montrer avec de bonnes raisons que, le Japon aurait dû être l'allié permanent des Etats-Unis. Il n'y avait pas non plus de raison pour que la Chine fut, soit l'ami, soit l'ennemi des Etats-Unis. Là nous sommes à l'état pur des relations politiques, c'est-à-dire que la Chine a été l'alliée des Etats-Unis/se sont imaginés qu'ils étaient les grands amis de la Chine surtout pour les raisons morales et politiques. C'est une des légendes extraordinaires qui court que les Etats-Unis s'intéressaient passionnément à la Chine à cause du marché économique chinois. Le marché économique chinois a toujours représenté moins de 3% du commerce extérieur des Etats-Unis. L'intérêt passionné que les Etats-Unis portaient à la Chine était surtout d'origine morale. C'est l'idée que porter la civilisation, la religion chrétienne et aussi la technique le coca cola etc.. à la Chine faisait partie de la mission de l'Amérique et qui convainquait les Etats-Unis d'une espèce d'affinité avec la Chine, sans pousser les choses plus loin, dans le cas de l'Asie, il semble que l'opinion raisonnable aurait été celle-ci, il est possible que la Chine reste l'alliée des Etats-Unis, mais il est possible aussi, si elle devient communiste, qu'elle devienne l'ennemi des Etats-Unis. Le Japon est momentanément l'ennemi des Etats-Unis mais il est parfaitement possible que le Japon devienne l'allié des Etats-Unis.

Les Etats-Unis ont commencé par détruire complètement la puissance japonaise, parce qu'il faut remporter une victoire totale. Ils ont même poussé l'idée de la victoire totale dans le cas de l'Asie au-delà de tout bon sens puisque le Japon était prêt à négocier une paix de défaite, environ un an avant la bombe d'Iroshima. Cette paix n'aurait pas été une paix de compromis, mais une paix victorieuse, elle n'aurait pas été une paix de destruction. Après avoir détruit le Japon, les Etats-Unis ont constaté que la Chine sur laquelle ils voulaient fonder toute leur politique asiatique, ayant changé de régime, est devenue une puissance communiste, et de ce fait, est passé de l'autre côté.

J'en arrive maintenant à partir de ces trois analyses partielles à la situation présente.

La situation présente est dominée par la rivalité de deux systèmes d'Etats qui appartiennent à un type particulier.

Il y a un système de rivalité d'Etats, qui est celui qui existait avant 1914 : deux systèmes d'alliance mais avec une force comparable des différents pays unis dans chaque alliance. La situation actuelle est différente. Il y a dans chaque système une puissance dominante dont la marge de supériorité est immense. Ces deux systèmes politiques sont en rivalité totale :



parlant des langages différents, ayant des régimes politiques différents, mais en contact à peu près sur toute la planète, ils ont des sujets de querelles permanents, multiples, presque illimités.

Cette situation donne lieu à un certain nombre de problèmes, où se retrouve l'opposition politique et stratégique.

Premier problème de notre temps; le problème des guerres limitées. Dans le conflit actuel des deux mondes, nous avons, en dehors de ce que nous appelons vulgairement la guerre froide, un certain nombre de guerre chaude, la principale étant celle de Corée. A propos de la Guerre de Corée, on a posé tous les problèmes politiques et stratégiques que j'ai pu analyser jusqu'à présent. Le problème Truman-Mac Arthur n'était pas le problème du pouvoir politique et du pouvoir militaire, c'était le problème de l'objectif à atteindre. Ce problème qui paraissait une pure abstraction tout à l'heure quand je l'ai posé, à propos des Allemands et de Delbrück, devient singulièrement concret en Corée car c'est le problème même de la stratégie occidentale, quel est notre objectif en Corée ? Quelle est la victoire que nous voulons ? La réponse traditionnellement américaine est celle de Mac Arthur : Rien ne remplace la victoire. C'est avec cette inspiration que les Américains ont mené toute leur guerre jusqu'à présent, que les Européens s'en soient indignés était surprenant car ce que Mac Arthur disait, c'est ce qu'avaient dit les Européens de I4 à I8, c'est l'idée la plus répandue, l'idée à partir de laquelle on a fait les guerres totales du XXème siècle : rien ne remplace la victoire, la victoire représente une décision absolue, c'est-à-dire la possibilité pour la vainqueur de dicter ses conditions au vaincu. Vous savez que la réponse de Trumann a été : nous n'avons pas besoin de la victoire, nous avons été en Corée simplement pour montrer que l'agression ne payait pas, on pourrait presque dire que les Américains ont été en Corée pour rassurer les Européens, et d'autre part pour inquiéter les Russes, démontrer aux Européens que les promesses américaines étaient sérieuses et démontrer aux Russes que leur système d'agression par satellites interposés se heurterait à un barrage. Par conséquent, l'objectif est atteint à partir du moment où l'agression des Nord-Coréens a été repoussée, la Corée du Sud libérée et à un traité en voie de négociations. Apparaît alors l'autre aspect particulier du problème actuel. C'est entendu, si l'adversaire veut s'arrêter; on peut dire qu'on a gagné, tout au moins qu'on n'a pas perdu et d'aucun des deux camps n'a tout à fait perdu, ni tout à fait gagné. Le bilan exact pour l'un et pour l'autre est toujours difficile à établir, mais si l'adversaire consent à traiter, les Américains peuvent dire que, dans l'ensemble, l'opération est payante (sauf pour les malheureux coréens) puisqu'ils ont démontré que leurs engagements

valaient quelque chose et ils ont empêché certains malentendus qui auraient pu se produire sur d'autres points de la planète.

Mais là intervient le troisième aspect de la dialectique. Que se passe-t-il si les autres ne veulent pas traiter ? Il est facile de dire : il ne faut pas vouloir la victoire totale, et il est raisonnable de consentir à une paix sans victoire. Mais s'il n'y a pas de paix du tout et si l'adversaire ne veut pas traiter que faut-il faire ? C'est alors le retour à Mac Arthur et au bout de deux ans, le désir passionné de faire quelque chose pour essayer de finir cette guerre. On ne reviendra pas à la conception de victoire totale, mais à une conception intermédiaire qui est à peu près celle-ci : on ne peut pas obtenir la paix sans créer une situation telle que l'adversaire ait intérêt à la paix. Il faut donc multiplier la pression militaire pour que l'autre partie découvre que la guerre lui coûte trop cher et qu'elle consente à traiter. La grande difficulté est que la guerre coûte cher aux Chinois et non pas aux Russes et si on suppose que les Russes ont le dernier mot, ce qui n'est pas certain, mais ce qui est possible, il n'est pas évident que la pression sur les Chinois modifie la façon de penser de Staline. Il semble que la nouvelle étape de cette considération politico-stratégique sera de renforcer la pression dans l'espoir de convaincre l'autre partie d'accepter de mettre fin aux opérations. Mais si cet espoir était déjoué il est possible que nous arriverions à une situation extraordinaire par rapport à notre expérience d'Européens depuis quelques siècles, mais pas tellement extraordinaire dans l'histoire : des guerres marginales presque ininterrompues à la limite de deux empires.

Rappelons-nous que l'Empire Perse et l'Empire Romain ont eu des guerres marginales de cet ordre, qui s'arrêtaient, qui reprenaient indéfiniment. Cependant, je ne suis pas très convaincu de ma comparaison, je l'avoue, parce que je ne crois pas que l'on pourra faire accepter au peuple américain une pareille guerre indéfinie, ininterrompue.

C'est pourquoi je n'exclus pas qu'on arrive, en renforçant la pression par une combinaison de moyens politiques et militaires, à une interruption du conflit. Le cas est intéressant pour montrer comment se repose à nouveau cette fois-ci la dialectique de la politique et de la stratégie, des moyens limités et des moyens illimités et comment chacune des solutions inspirées un peu par l'exemple précédent, montre à nouveau ses difficultés lorsqu'elle est appliquée.

Le problème des relations entre alliés se pose uniquement à l'intérieur de la coalition occidentale, car, dans la coalition orientale, il existe certainement un problème des relations entre Chinois et Russes, mais je n'en dirai rien parce que je n'en connais rien, exactement comme tous ceux qui en écrivent. Nous pouvons tous faire des hypothèses, de temps en temps nous sommes obligés d'en faire, mais nous n'avons aucune connaissance réelle et sérieuse de ce qui s'est déroulé à Moscou à la dernière entrevue entre Chouenlan et Staline et nous ne savons absolument pas si le maintien de troupes russes à Port-Arthur est une capitulation chinoise ou le résultat d'une demande chinoise : les deux hypothèses peuvent être faites et défendues l'une et l'autre avec des arguments également brillants et également incertains.

Du côté occidental, le problème des alliances se pose parce qu'il s'agit d'alliances du temps de paix, d'alliances entre Etats extraordinairement inégaux et qui pratiquement aboutissent à une aliénation de souveraineté de la part d'un certain nombre d'Etat. C'est là le problème de la défense nationale tel qu'il se pose concrètement à un pays comme la France. Nous sommes à l'intérieur d'une alliance, nous considérons que nos intérêts fondamentaux sont servis par cette alliance, mais d'un autre côté, il n'y a pas nécessairement coïncidence entre nos intérêts propres, à l'intérieur du monde occidental ou même au-delà et la politique suivie par la coalition.

Supposons l'hypothèse de la guerre totale. La plus grande difficulté de la coalition serait la contradiction entre le souci politique de chaque nation de protéger son territoire et la nécessité militaire de diriger les opérations en fonction de l'hypothèse de la victoire militaire et non pas de la protection de tous les territoires. Rien n'est plus dangereux que l'idée que l'on répand dans le public qu'en cas de guerre, l'alliance atlantique n'a pas d'autres fins que d'éviter l'occupation à tous les territoires de l'Europe Occidentale. Ce n'est pas vrai, c'est impraticable et s'il y a une alliance permanente avec intégration d'états-majors, c'est pour donner la possibilité aux chefs militaires d'obéir à la logique propre de la guerre, pour employer une expression de Clausewitz. Même si nous laissons de côté l'hypothèse de la guerre totale et du problème politique et militaire qui se posera à ce moment là, dès le temps de paix ou de guerre froide, des difficultés s'élèvent et la France est devant un problème.

...



On peut dire que chaque pays à l'intérieur d'une alliance devrait poser deux principes.

Premier principe concentrer ses forces dans la région du monde où se trouvent les intérêts vitaux du pays et non pas dans celles qui peuvent être essentielles pour la coalition mais secondaire pour le pays lui-même. Je ne trahirai aucun secret en disant que la présence en Indochine d'une armée considérable est la violation évidente du principe n° I de la politique de coalition. Pour la France sa politique de coalition devrait être d'être forte en Europe et en Méditerranée et de sacrifier le reste. Pourquoi ? Parce qu'en Indochine, nous sommes au-delà de notre possibilité d'action, dans une région du monde où nous n'avons plus d'intérêt, parce que nos ressources sont trop limitées pour que notre force puisse atteindre jusqu'en Indochine et parce que l'ampleur de notre effort militaire en Indochine nous rend faibles en Europe et faibles en Afrique du Nord, c'est-à-dire dans les régions où se joue l'avenir de notre pays.

D'après le deuxième principe il est souhaitable que le pays se réserve le maximum de possibilité d'agir selon ses intérêts propres à l'intérieur de la coalition. Ce deuxième principe ne peut pas être poussé trop loin, car si chaque pays veut se réserver la possibilité de considérer uniquement ses intérêts propres, il n'y aura plus d'intérêt de la coalition. Malgré tout il y a une limite à la fusion des intérêts d'un pays particulier dans les intérêts de la coalition. Il y a une espèce de contradiction entre l'unité nécessaire de la coalition et les intérêts de l'Etat considéré. Ceci nous mène au problème le plus difficile, sur lequel je ne veux rien dire puisque il est l'objet de contestations passionnées, c'est le problème de l'armée européenne.

Est-ce que l'armée européenne ne représente pas une violation d'un principe qui devrait être fondamental pour la France, maintenir la liberté pour le gouvernement français de répartir son effort militaire entre France et Afrique du Nord, entre tel ou tel théâtre d'opérations, en fonction de ses intérêts propres ? Est-ce qu'il est possible pour la France de faire partie d'une coalition continentale avec les pays qui n'ont aucune obligation en dehors du continent ? Je ne donne pas de réponse. Je dis que le problème

...

de la relation entre alliés tel qu'il se pose pour la France est centré autour d'une question de cet ordre. Il ne me reste plus qu'à dire quelques mots en conclusion.

La formule : la guerre est la continuation de la politique pour d'autres moyens, suppose que la politique est relativement déterminée. Un des aspects de la situation présente, qui modifie encore la relation de la politique et de la stratégie, c'est le fait que ce que nous considérons jusque il y a peu de temps, comme l'intérêt national, déterminé en dehors des partis, est devenu indéfinissable.

Il n'est plus possible de définir l'intérêt national d'un pays, abstraction faite des préférences philosophiques ou idéologiques. L'intérêt national est le résultat d'une détermination morale, historique et non plus une évidence. Ceci a des conséquences graves, il en résulte qu'à l'intérieur d'un pays comme la France, les citoyens ont des conceptions fondamentalement autres de l'intérêt national. Cet intérêt national, que le Gouvernement a le devoir de maintenir, ne vaut que pour ceux qui ont fait un choix décisif entre l'un et l'autre système du monde entre l'une et l'autre conception de la vie en commun.

Il est encore vrai que le Gouvernement, l'Etat est le défenseur de l'intérêt national, abstraction faite des parties, mais on ne considère que les parties qui sont d'un côté de la barricade. Pour ceux-là, l'intérêt national doit s'élever au-dessus des querelles partisans, mais il se trouve maintenant mêlé de manière souvent difficile à distinguer, avec l'intérêt d'un ensemble plus vaste que l'on appelle Europe et avec l'intérêt d'un ensemble encore plus vaste que l'on appelle le monde atlantique.

Je ne crois pas qu'il en résulte que la notion de solidarité ou de cohérence nationale soit surannée. Au contraire, je suis très frappé de voir à quel point, dans les organisations internationales, nos amis anglais en particulier conservent une conscience aigüe de la solidarité britannique et à quel point dispersés dans les Etats-Majors ou les organisations internationales, ils agissent en bons Britanniques ou en bons Anglais, ce qui ne signifie pas qu'ils n'ont pas le sens des intérêts de la coalition. A leur exemple même dans une coalition, même dans une intégration, le sens de la cohérence française, le sens de l'intérêt français.

doit rester plus nécessaire que jamais.

Une autre grande difficulté est de savoir maintenir dans ces organisations infiniment vastes, une attitude qui soit en même temps fière et modeste.

Il faut savoir les limites de la puissance françaises, mais se garder du défaitisme autant que de la vanité : là sont les deux périls!

---